



APPEL D'OFFRE N°2025-02-M-Restoration ALPC

REGLEMENT DE CONSULTATION

Marché de prestations de restauration et d'approvisionnement en denrées alimentaires avec assistance dans la gestion des services

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : **19/06/2025** à 12h00

UGECAM AUVERGNE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES
8, route de Limoges – 87430 VERNEUIL SUR VIENNE

Sommaire

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ	2
ARTICLE 2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	2
2.1.	TYPE D'ACHETEUR.....	2
2.2.	ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	2
2.3.	FORME DE MARCHÉ	2
2.4.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	2
2.5.	MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ	2
2.6.	DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	3
2.7.	DÉCOMPOSITION EN LOTS.....	3
2.8.	MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	3
2.9.	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES EVENTUELLES	3
2.10.	FORME DU GROUPEMENT.....	3
2.11.	NOMENCLATURE	3
2.12.	UNITÉ MONÉTAIRE	4
2.13.	VISITE DES LOCAUX.....	4
ARTICLE 3.	CONTENU DE L'OFFRE.....	4
3.1.	ÉLÉMENTS EXIGÉS DU CANDIDAT.....	4
3.2.	DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE.....	4
3.4.	DÉPÔT D'UNE CANDIDATURE CLASSIQUE (HORS DISPOSITIF DUME).....	5
3.5.	PIÈCES RELATIVES À L'OFFRE	6
ARTICLE 4.	CONDITIONS D'ENVOI	7
4.1.	REMISE DEMATERIALISEE DES OFFRES	7
4.2.	PRÉ REQUIS.....	7
4.3.	SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	8
4.4.	COPIE DE SAUVEGARDE	9
ARTICLE 5.	JUGEMENT DES OFFRES	11
ARTICLE 6.	NEGOCIATIONS	13
ARTICLE 7.	CALENDRIER PREVISIONNEL.....	13
ARTICLE 8.	DELAIS ET VOIES DE RECOURS	13

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché porte sur la fourniture de denrées alimentaires et l'assistance dans la gestion de la restauration pour les établissements gérés par l'UGECAM ALPC.

Les établissements concernés sont détaillés au CCTP et à son annexe 1.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. TYPE D'ACHETEUR

Le présent marché est passé par un organisme de Sécurité Sociale de droit privé assurant une mission de service public situé à l'adresse suivante :

**UGECAM Auvergne
Limousin Poitou-Charentes
18, rue Théophile Chollet
45000 ORLEANS**

2.2. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée en procédure adaptée en applications des articles R2123-1 3°- Services sociaux et autres services spécifiques du code de la commande publique (CCP).

Cette consultation est également établie en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant sur le règlement des marchés des organismes de Sécurité Sociale.

2.3. FORME DE MARCHÉ

Il s'agit d'un marché de services.

2.4. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'Ugecam, dans la limite des montants maximums fixés à l'article 2.3 du présent document, se réserve le droit de recourir à la procédure prévue à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

La conclusion d'un marché de prestations similaires de services, qui constitue une option au sens du droit de l'Union européenne, est organisée dans les formes et conditions qui y sont décrites.

2.5. MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Le mode de règlement choisi par l'organisme est le virement.

Le paiement des factures s'effectuera conformément aux conditions prévues au CCAP.

2.6. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.7. DÉCOMPOSITION EN LOTS

Le marché n'est pas alloti. En effet, conformément à l'article L2113-11, la dévolution en lots séparés, aussi bien techniques que géographiques, rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.8. MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'UGECAM ALPC se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les concurrents la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Les variantes, y compris celles à l'initiative des candidats, ne sont pas autorisées.

Le marché prévoit une prestation supplémentaire éventuelle. Celle-ci est définie à l'article 7 du CCTP « Description des fonctions de la solution informatique d'approvisionnement ».

2.10. FORME DU GROUPEMENT

Il est rappelé aux concurrents que la forme de groupement solidaire sera imposée par l'UGECAM ALPC après attribution aux candidats retenus qui se seront présentés groupés de façon conjointe.

2.11. NOMENCLATURE

Nomenclature communautaire principale : CPV 55000000-0 (hôtellerie et restauration).

Code CPV et libellés complémentaires :

- 55510000-8 : Services de cantine
- 55511000-5 : Services de cantine et autres services de cafétéria pour clientèle restreinte
- 55512000-2 : Services de gestion de cantine
- 15000000-8 (produits alimentaires et boissons) pour l'approvisionnement de denrées.

2.12. UNITÉ MONÉTAIRE

L'unité monétaire du marché est l'Euro.

2.13. VISITE DES LOCAUX

Afin de tenir compte des équipements et des locaux de chaque établissement, les candidats ont la possibilité de réaliser des visites au sein des locaux faisant l'objet du marché.

Les coordonnées des personnes à contacter pour réaliser les visites sont précisées au CCTP et à son annexe 1.

Une attestation de visite est à compléter pour chaque établissement au sein duquel s'est rendu le candidat.

ARTICLE 3. CONTENU DE L'OFFRE

3.1. ÉLÉMENTS EXIGÉS DU CANDIDAT

Conformément aux articles L2142-1, R2143-3, R2143-4 et 2143-11 du code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats, même s'il s'agit d'un groupement ou d'un sous-traitant, peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, existant entre ces opérateurs et les candidats.

Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

A compter du 1er octobre 2018, seules seront prises en compte les offres dématérialisées.

Pour déposer votre candidature et votre offre, veuillez-vous connecter à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

3.2. DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE

Dans le cadre de cette consultation, les candidats ont le choix entre un dépôt de candidature DUME (Document Unique de Marché Européen) et un dépôt de candidature classique.

Le dépôt d'une candidature sous forme d'un e-DUME ne dispense pas le candidat de remettre une offre par voie dématérialisée.

3.3. CANDIDATURE SOUS LA FORME D'UN « DUME » (candidature simplifiée)

Le document unique de Marché Européen (DUME) est un formulaire par lequel l'entreprise candidate à un marché public déclare ses capacités et son aptitude à participer à un marché public.

Il s'agit d'une déclaration sur l'honneur des opérateurs économiques servant de preuve à priori en lieu et place des certificats délivrés par des autorités publiques ou des tiers.

En produisant un DUME complété, les opérateurs économiques n'ont plus à fournir les justificatifs ni les différents formulaires (DC1, DC2...) utilisés précédemment dans le cadre des procédures de passation de marchés publics.

Depuis du 1er octobre 2018, le DUME n'est disponible qu'au format électronique (e-DUME).

La commission Européenne met gratuitement à disposition des candidats un site web leur permettant de remplir le document DUME en ligne. Le DUME peut être exporté, stocké et envoyé par voie électronique. Tant que les informations demeurent correctes, le DUME présenté dans le cadre d'une précédente procédure de passation de marché public peut être réutilisé.

Le formulaire doit être complété et rédigé en langue française et renvoyé et transmis avec la remise des offres techniques et financières par voie électronique.

Ces pièces ne sont à fournir qu'au stade de l'attribution, donc seul le candidat retenu devra fournir les certificats demandés comme preuves pour les acheteurs publics.

Néanmoins, à tout moment de la procédure, l'acheteur a toujours le droit de demander également aux autres candidats de soumettre des preuves afin de garantir le bon déroulement de la procédure.

Un candidat peut être exclu de la procédure de passation de marché ou faire l'objet de poursuites s'il est rendu coupable de fausses déclarations en remplissant le DUME, ou s'il a caché ses informations ou n'a pas présenté les justificatifs les complétant.

Le dossier de candidature devra comporter également les éléments suivants :

- La liste de références pour des prestations similaires, sur les trois dernières années, avec mention du nom de l'entreprise et le chiffre d'affaires du marché ;
- Documents attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat.

3.4. DÉPÔT D'UNE CANDIDATURE CLASSIQUE (HORS DISPOSITIF DUME)

Dans le cas où le candidat souhaiterait déposer sa candidature de manière classique (sans passer par la procédure de simplification des candidatures) ou il ne dispose pas de numéro de SIRET (ex : candidat

de nationalité étrangère), le dossier de candidature devra comporter les documents suivants :

- L'imprimé DC1 (lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- L'imprimé DC2 (Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement), disponible à l'adresse suivante : <https://economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- La liste de références pour des prestations similaires, sur les trois dernières années, avec mention du nom de l'entreprise et le chiffre d'affaires du marché ;
- Documents attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat.

Si le candidat est en redressement judiciaire ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et l'autorisant à poursuivre son activité, en application des articles R2141-3 et R2143-5 du code de la commande publique.

Le candidat devra fournir obligatoirement une attestation d'assurance en cours de validité portant mention de l'étendue de la garantie.

3.5. PIÈCES RELATIVES À L'OFFRE

L'offre du candidat doit obligatoirement comprendre les documents suivants :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - L'annexe financière ;
 - Les annexes techniques relatives à chacun des cadres de réponse technique demandés (CRT) :
 - CRT_Prestations de service de restauration et ses annexes :
 - « Liste des préparations » ;
 - « Qualité des produits de base » ;
 - CRT_Approvisionnement de denrées ;
 - CRT_Hygiène et sécurité alimentaire ;
 - CRT_Performance en matière de développement durable ;
 - Les CV du personnel ;
- Le catalogue des prix pour l'approvisionnement des denrées ;

- Le cas échéant, les attestations de visites ;
- Le cas échéant, un mémoire technique ;
- Tout autre document que le candidat juge utile en appui de son offre.

L'entreprise, si elle est retenue, ne se verra attribuer le marché que si elle fournit les certificats sociaux et fiscaux sous 10 jours calendaires après demande de l'UGECAM ALPC.

Les réponses devront impérativement être rédigées en français ou traduites en français par un traducteur agréé.

Par ailleurs, la langue de travail de l'UGECAM ALPC étant le français, le candidat est informé qu'il devra mettre à disposition des établissements si besoin des équipes maîtrisant l'usage de cette langue.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI

4.1. REMISE DEMATERIALISEE DES OFFRES

En application de l'article R2132-7 du code de la commande publique, les réponses des candidats seront transmises exclusivement par voie électronique.

Les candidats doivent donc remettre leur offre par voie électronique à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.2. PRÉ REQUIS

L'inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations.

Pour accéder aux différents services de la plateforme de dématérialisation, les candidats doivent s'assurer de posséder les éléments nécessaires au bon fonctionnement.

NB : l'attention des candidats est attirée sur la mise à disposition d'une application sur la plateforme de dématérialisation permettant de tester le bon fonctionnement de leur environnement.

Afin de pouvoir lire les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les entreprises devront disposer des logiciels permettant de lire aux formats Acrobat (PDF), Word, Excel.

Les candidats doivent transmettre leur offre par voie « électronique » dans les conditions suivantes :

- Les candidats téléchargeront les documents de la consultation et les documents additionnels dans leur intégralité via le site :

Les entreprises devront impérativement disposer d'un compte sur la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (le téléchargement des documents peut être anonyme mais pas la réponse mais nous vous conseillons de vous identifier afin d'avoir accès à tous les éléments du marché).

Modalités de dépôt d'une réponse électronique :

Les candidats trouveront dans les pièces marché, le « guide utilisateur » qui précise les conditions d'utilisations de la plateforme des achats, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- ❖ Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme ;

Assistance téléphonique ;

- ❖ Module d'autoformation à destination des candidats ;
- ❖ Foire aux questions ;
- ❖ Outils informatiques.

Les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif du pli comportant leur candidature et leur offre ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

Les réponses électroniques dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté ne feront pas l'objet de tentative de restauration. Elles seront réputées n'avoir jamais été reçues et le candidat en sera informé.

Il est recommandé de recourir aux extensions de fichiers suivantes pour l'envoi des pièces de candidature et d'offre de la présente consultation : .doc, .rtf, .zip, .htm, .xls, .pdf, .jpeg, .gif, .dwg, .dgn. Les candidats qui recourraient à un format autre que ceux listés ci-dessus devront, sous peine d'irrecevabilité, mettre à disposition les moyens de lire les documents en question.

4.3. SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cet appel d'offres. Dans ce cas, l'acte d'engagement de l'entreprise attributaire sera rematérialisé et signé.

Si le candidat décide de signer les documents de façon dématérialisée, il pourra utiliser le dispositif de création de signature de leur choix.

Les candidats doivent se mettre en relation avec une autorité de certification afin d'obtenir leur certificat de signature.

Compte tenu de l'entrée en vigueur au 1er octobre 2018 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, il est précisé que les seuls formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent impérativement utiliser un certificat de signature électronique conforme au Référentiel Général de Sécurité (RGS) ou à des conditions de sécurité équivalentes et de se conformer aux prérequis techniques indiqués sur la page d'accueil de la plateforme, afin de déposer leur pli dématérialisé sur le portail. Le certificat de signature utilisé selon le standard RGS reste valable jusqu'à son expiration.

Conformément à l'article 2-II de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le certificat de signature électronique qualifié doit entrer en vigueur dans l'une des deux catégories suivantes :

- Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen ;
- Certificat délivré par une autorité de certification française ou étrangère répondant aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement européen.

AVERTISSEMENT

L'attention du candidat est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : c'est la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée.

Les candidats sont donc invités à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse, pour tenir compte de ces délais d'acheminement.

4.4. COPIE DE SAUVEGARDE

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. La copie de sauvegarde transmise à l'UGECAM ALPC sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'UGECAM ALPC.

Les copies de sauvegardes peuvent être déposées :

- Soit par courrier :

UGECAM ALPC

18, rue Théophile Chollet 45000 ORLEANS

Avec la mention : Ne pas ouvrir

Appel d'Offres ALPC « Marché de prestations de restauration et d'approvisionnement en denrées alimentaires avec assistance dans la gestion des services »

COPIE DE SAUVEGARDE

- Soit par porteur :

Le pli pourra être déposé contre récépissé du lundi au vendredi de 9h00 à 12h et de 14h00 à 16h00 à l'adresse suivante :

UGECAM ALPC

18, rue Théophile Chollet 45000 ORLEANS

Avec la mention : Ne pas ouvrir

Appel d'Offre ALPC « Marché de prestations de restauration et d'approvisionnement en denrées alimentaires avec assistance dans la gestion des services »

COPIE DE SAUVEGARDE

Lorsque la copie de sauvegarde prend la forme d'un support physique électronique, les documents doivent être revêtus de la signature électronique dans les conditions définies ci-dessus. Les candidats doivent obligatoirement préciser dans un document spécifique sur support papier joint à leur copie de sauvegarde :

- Le nom du logiciel de signature électronique utilisé pour la signature des documents ;
- L'adresse du site internet de l'éditeur à partir duquel l'UGECAM ALPC pourra se procurer gratuitement le vérificateur de signature.

Lorsque la copie de sauvegarde prend la forme d'un support papier, les documents doivent être signés par les représentants qualifiés des candidats.

Les offres devront parvenir au siège de l'UGECAM ALPC avant la date de remise des plis renseignée en page de garde.

Les plis qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation seront inscrits au registre de dépôt mais ne seront pas pris en compte et donc éliminés.

Les copies de sauvegarde qui parviendraient hors délai, seront détruites sans avoir été examinées.

Les plis déposés sur la plate-forme doivent être reçus en totalité avant la date et l'heure limite mentionnée ci-dessus.

Il appartient à chaque candidat de tenir compte de la durée du téléchargement qui est fonction du débit d'accès internet dont il dispose et de la taille des documents qu'il transmet.

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place des plis contenant la candidature et l'offre transmis par voie électronique, que lorsque ces derniers ne peuvent être ouverts ou contiennent un programme informatique malveillant.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir, sera détruit.

En tout état de cause les offres devront parvenir au siège de l'UGECAM ALPC avant la date renseignée en page de garde.

Les plis qui seraient remis ou reçus après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation seront enregistrés mais seront frappés de forclusion.

ARTICLE 5. JUGEMENT DES OFFRES

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Sous-critère	Document servant à la notation	Points /100
Prix	Prix Sites avec prestations de restauration	Annexe financière	30
	Prix Sites avec approvisionnement de denrées	Catalogue du candidat sur la base de l'échantillonnage identifié à l'annexe financière pour les sites concernés	5
Valeur technique	Qualité et adéquation de la valeur technique des sites avec prestations de restauration	CRT_Prestations de service de restauration et ses annexes « Liste des préparations » et « Qualité des produits de base »	45
	Qualité et adéquation de la valeur technique des sites avec approvisionnement de denrées	CRT_Approvisionnement de denrées	9
	Pertinence du dispositif d'hygiène et de sécurité alimentaire	CRT_Hygiène et sécurité alimentaire	5
Performance en matière de développement durable		CRT_Performance en matière de développement durable	6

ARTICLE 6. NEGOCIATIONS

L'UGECAM se réserve la possibilité d'engager des négociations avec le ou les meilleurs candidats dans les conditions suivantes :

- Les négociations peuvent porter sur les caractéristiques techniques et financières de l'offre, ou sur certaines dispositions du cahier des charges.
- Elles ne peuvent pas porter sur l'objet du contrat ni les critères de sélection.

Elles sont conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, l'offre négociée fait l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'UGECAM peut attribuer le contrat sur la base de l'offre initiale sans négociation.

ARTICLE 7. CALENDRIER PREVISIONNEL

A titre indicatif, l'UGECAM prévoit le calendrier prévisionnel suivant :

- DLRO : 19 juin 2025 ;
- Négociations éventuelles : fin juin avec remise des offres finales en juillet 2025 ;
- Notification du candidat retenu : août/septembre 2025
- Audit des sites : octobre 2025
- Démarrage des prestations : 03 novembre 2025.

ARTICLE 8. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux

30, rue des Frères Bonie

CS 11403 33077 BORDEAUX.

Email : tj-bordeaux@justice.fr

Tel : 05 47 33 90 00

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.